



HAL
open science

Le care, nouvelle morale du capitalisme. Gouverner les pauvres en Amérique latine : gérer les femmes par l'assistance

Blandine Destremau, Isabel Georges

► To cite this version:

Blandine Destremau, Isabel Georges. Le care, nouvelle morale du capitalisme. Gouverner les pauvres en Amérique latine : gérer les femmes par l'assistance. Destremau B., Georges I. (eds.). Le care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine, Peter Lang, p. 15-54, 2017. halshs-02114696

HAL Id: halshs-02114696

<https://shs.hal.science/halshs-02114696v1>

Submitted on 29 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le care, nouvelle morale du capitalisme

Assistance et police des familles en Amérique latine

Sous la direction de Blandine Destremau et Isabel Georges

Publié in Destremau B., Georges I. (eds.), *Le care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine*, Bruxelles, Peter Lang, 2017, p. 15-54.

L'origine du livre

Cet ouvrage est un des fruits de l'aventure collective qu'a été le projet LATINASSIST – ANR Les Suds II (2011-2014), dans lequel participaient six équipes nationales (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique). Le choix de ces pays a été motivé d'une part par la qualité des liens des chercheurs avec le coordinateur initial du projet – pour un certain nombre ses anciens étudiants à l'Université de Paris I - IEDES, qui avaient trouvés des postes dans leurs pays d'origine¹. D'autre part, la plupart de ces pays ont bénéficié, pendant cette période, d'une conjoncture politique de gouvernements dits « de gauche » et de ce fait de politiques sociales « plus volontaristes », incitant à l'analyse. Celles-ci contrastent avec la conjoncture précédente des années 1990, marquées par les politiques néolibérales qui ont accompagné le retour à la démocratie après la fin des régimes dictatoriaux et/ou militaires dans la région. Ce projet a permis non seulement de faire ressortir la variété des formes d'appropriation des acteurs de l'offre des politiques sociales latino-américaines, mais également la dimension du genre contenue dans ces politiques, et s'imposant à l'analyse théorique. Nous sommes entrés dans le projet en construisant une focale sur « les femmes² » (destinataires et agentes de l'assistance) et leur place dans ces politiques ; notre titre initial était ainsi : « Offre institutionnelle et logiques d'acteurs: femmes assistées dans six métropoles d'Amérique latine ». Notre travail collectif nous a permis de passer d'études sur les femmes à des analyses sur les relations de genre incorporées dans et reproduites par les politiques d'assistance, et d'élaborer des réflexions en termes de rapports sociaux de sexe, génération, classe et race. Plus largement, nous avons été amenés à nous interroger sur la place du travail du *care* dans le capitalisme contemporain, dans ses configurations locales observées.

Le projet initial a été construit autour de six équipes territoriales, engagées sur des terrains dans six métropoles ou villes: Buenos Aires, São Paulo/São Carlos, Santiago, Bogotá, Cuba, Guadalajara. Les chercheurs y ont adopté des objets de recherche diversifiés, tous en rapport avec des politiques d'assistance et/ou sociales. L'élaboration progressive, au sein du projet, d'axes problématiques transversaux, qui coupaient au travers des équipes nationales/régionales et faisaient sens de la diversité des objets, a constitué un enjeu clé de notre démarche. Le déplacement du regard, comme la variation des échelles d'analyse ont formé des outils épistémologiques centraux de la démarche d'enquête « compréhensive ». Par tâtonnement, en particulier lors de nos rencontres d'équipe (deux à Paris, une à Guadalajara (Mexique), une à São Carlos (Brésil), mais aussi lors d'autres rencontres scientifiques (colloques, congrès), se sont ainsi élaborées trois perspectives problématiques, au sein desquelles la comparaison entre terrains s'est progressivement tissée, en mobilisant les ressources de la pluralité des

¹ Un autre ouvrage collectif chez Karthala marque le point de départ intellectuel du projet (Borgeaud-Garciandia et al., 2009).

² De ce fait, bien que la plupart du temps, les acteurs analysés sont des actrices, nous n'employons pas systématiquement la forme grammaticale féminine, sauf si cela change le sens de la phrase, pour faciliter la lisibilité du texte.

disciplines des *latinassistologues* (sociologie, économie, anthropologie, science politique). Les trois parties de cet ouvrage sont ainsi le produit d'une démarche méthodologique articulant la variation des niveaux d'analyse, la confrontation des différentes réalités nationales et la réflexivité méthodologique, formalisées lors d'une journée consacrée à la méthodologie la veille du colloque final.

Les équipes du projet ont été affectées par deux décès : celui de Bruno Lautier, coordinateur initial du projet, et celui de Marguerite Bey, qui coordonnait l'équipe mexicaine et avait considérablement contribué au suivi scientifique et administratif du projet. Profondément ébranlés, les « latinassistologues » ont néanmoins su se réorganiser et poursuivre leurs travaux. Les équipes ont par ailleurs intégré de nouveaux membres, dans le cadre de travaux universitaires et/ou de nouveaux projets de recherche qui se sont articulés à Latinassist. Nous souhaitons remercier ici en particulier Beatriz Maida Paca, qui a été l'assistante du projet pendant plusieurs mois et Aimée Zeitz, qui nous a aidées à préparer et réviser ce manuscrit.

Introduction : Gouverner les pauvres en Amérique latine : gérer les femmes par l'assistance

Blandine Destremau, Isabel Georges

« Vous êtes ici non pas parce que vous vous êtes inscrits, mais parce que vous avez obtenu un bon score [...]. Applaudissez-vous ! [...] Par conséquent, vous êtes des privilégiés. Nous aimerions que toutes les familles y aient droit, mais ce n'est pas possible ; donc, estimons-nous heureux d'être privilégiés, parce que quelqu'un va nous aider à améliorer notre qualité de vie ! [...] Cette intervention est menée à bien par un agent que l'on appelle *apoyo familiar* [appui familial], c'est la jeune fille qui vient chez vous et frappe à votre porte. Elle peut vous aider dans toutes les dimensions de votre vie » (Rojas 2012, p. 175).

Ces termes sont extraits du discours d'une responsable municipale du programme *Chile Solidario*³ lors d'une « cérémonie d'intégration » de familles sélectionnées pour en devenir bénéficiaires. Elle est significative de l'idée principale qui guide cet ouvrage. Le développement, depuis les années 1980, de formes néo-libérales de capitalisme (Harvey, 2010, 2014 ; Laval, Dardot, 2010 ; Lascoumes, Le Galès, 2012) dans la plupart des pays d'Amérique latine, s'est accompagné de *politiques morales* qui répondent aux critiques de ceux qui se veulent les représentants des victimes des politiques de réduction des coûts. Conduites dans le sillage des ajustements structurels, ces politiques sont devenues hybrides, associant réduction de la pauvreté et sa transformation en marché. Par ailleurs, des scandales de corruption ne cessent de fissurer les édifices démocratiques. En effet, justifiées dans un premier temps par une rhétorique de la lutte contre la pauvreté et la nécessité d'inclusion des pauvres dans la croissance économique, ces politiques se sont progressivement mues en *politiques de la vulnérabilité*.

La vieille distinction entre pauvres valides et invalides s'est ainsi cristallisée en deux trains de politiques publiques distinctes, relayés par une nébuleuse d'acteurs hybrides, publics, privés ou semi-privés. D'un côté, les pauvres employables ou activables (Bennholdt-Thompson, 1988 ; Colomb, 2012, entre autres), sont gouvernés essentiellement par des incitations économiques, dont le registre moral est celui de la responsabilité et l'indépendance économiques. De l'autre, les « vulnérables », « pauvres désarmés » qui ne peuvent entrer dans l'activité productive (Lautier 2013 ; Thomas 2010), soit qu'ils relèvent eux-mêmes de l'« handicapologie » (Castel 1995), soit qu'ils sont engagés dans le soin de personnes dépendantes – enfants et/ou personnes âgées et handicapées. Si le paradigme de l'entrepreneuriat de soi les concerne aussi (Donzelot, 1994 ; Machado, 2002), c'est essentiellement dans un registre moral et pédagogique. Selon les pays, cette focalisation, comme la sexuation des rôles sociaux, et leurs « conditionnalités », se présentent cependant de manière plus ou moins nette.

Cet ouvrage explore ce monde de « nouvelles politiques d'assistance » enracinées dans des discours compassionnels et des logiques réciprocaires. Aussi diversifié qu'elles puissent être selon les pays, dispositifs et étapes historiques, ces politiques puisent aux registres d'une double éthique de la responsabilité et du *care*⁴, articulée par des mécanismes

³ Sur lequel Carolina Rojas Lasch a réalisé son travail de Doctorat en Sociologie (Rojas Lasch 2015).

⁴ Sans prétendre vouloir refaire ici la généalogie du terme à partir des publications originaires d'auteurs comme Carol Gilligan (1982) et Joan Tronto (1993), déjà réalisée par ailleurs (Paperman et Laugier, 2006 ; Molinier, Laugier et Paperman, 2009 ; Molinier, 2013, entre autres), il suffit de signaler que nous l'employons dans une acceptation large, incluant un ensemble d'activités extrêmement hétérogènes, dans leur majeure partie liées à la

pseudo-contractuels, encadrant le déploiement de travail reproductif et informée par des dispositifs de contrôle de proximité. Ce monde, fondé sur l'évitement du conflit social, construit ses figures et rôles : d'un côté les bénéficiaires, essentiellement des femmes, qui prodiguent des soins dans un cadre domestique et familial ; de l'autre des (quasi) professionnelles du social, du psychosocial, et de l'aide à domicile, encore des femmes, qui font fonctionner ce qui apparaît comme des politiques du *care*.

Leur « travail » est fondé sur la transversalité des rôles sociaux des femmes pauvres, qui, en professionnalisant leur rôle traditionnel du *care*, prolongent la régulation/gestion morale des pauvres au-delà de la sphère publique. Les unes mettent au travail les autres, et créent des micro-différenciations. Dans cette reconfiguration du « social », ce sont les femmes qui sont responsabilisées non seulement pour la reproduction des familles, mais pour la moralité de l'ensemble des membres du groupe familial, tous âges et sexes confondus. Dans ce schéma, il n'y a plus de raisons de protéger les hommes des effets néfastes des politiques néolibérales puisque les femmes assurent la reproduction « de l'espèce ». Il s'agira cependant toujours de politiques (services) réalisées par des pauvres, pour des pauvres. Si d'un côté ces politiques trient les « bons » et les « mauvais » pauvres, leurs formes d'opérationnalisation estompent les catégories analytiques des sphères publique et privée. L'intérêt public disparaît au bénéfice des intérêts d'acteurs particuliers.

C'est ainsi que nous arguons ici d'une analyse en termes de la consolidation, sous le paradigme hétéroclite de « programmes de transferts conditionnés », et plus généralement d'un éventail de politiques sociales d'assistance (non contributives), d'une nouvelle morale du capitalisme contribuant à une police des familles.

Nouvelles politiques sociales à l'ère néolibérale : un Etat qui prend soin

Contrairement à l'époque de l'après-guerre, et de l'avènement de la période des « trente glorieuses » en Europe, les politiques sociales à l'ère néolibérale se caractérisent par un social qui a été durablement reconfiguré par l'acceptation de l'idée d'une « crise » permanente du travail, soit avec l'idée de travailleurs et travailleuses « surnuméraires ». En Amérique latine, la dite « société salariale » n'a jamais été généralisée. Dans ce sens, ces politiques constituent la réponse donnée en termes de gouvernementalité à une « demande » qui émane d'une approximation paradoxale de la conjoncture de territoires aux trajectoires radicalement distincts. Au-delà des différences internes, de configurations et de sens de ces politiques, il s'agit dès lors non plus de revendiquer l'accès au travail salarié, mais de socialiser cette « armée de réserve » de sujets qui ne sont pas – et ne seront jamais – employables et en même temps de décharger l'État de sa responsabilité (morale, éthique, politique) pour leur bien-être. Voici le rôle, ou la « fonction sociale » de ces « nouvelles » politiques sociales « déterritorialisées ». Cette manière de produire de l'ordre et de l'intégration sociale s'effectue toutefois de manière contrainte : le nouveau paradigme de « l'entrepreneuriat de soi » s'étend à l'ensemble des sphères de la vie, rendant inopérantes les distinctions entre les sphères privée et publique, issues d'une autre ère. En effet - et c'est en cela que ces politiques sont caractéristiques d'une nouvelle phase du capitalisme mondialisé – ces formes de « mise au travail » de ceux et celles qui n'en ont précisément pas, concerne l'ensemble des sphères de la vie, y compris la sphère familiale. Le capitalisme, avec sa tendance à s'approprier, et à rendre lucratif des domaines qui précédemment y avait échappé, a encore amplifié son étendue (Harvey, 2010). Dorénavant les efforts pour se montrer digne

reproduction et accomplies par des femmes, allant du travail du *care* sur les personnes, en passant par l'industrie du sexe (Parreñas, 2012) jusqu'au travail domestique, mais pouvant s'étendre à d'autres activités de service et à la relation de dépendance qui peut s'établir entre différentes catégories professionnelles, comme le médecin et l'infirmière, par exemple (Molinier, 2013).

de recevoir l'aide de l'État – compris ici comme le résultat concret de la somme de l'ensemble des pratiques de ses agents - sont à fournir par les sujets conformément au rôle social qui leur a été (re)attribué. Dans ce sens, les politiques sociales – et *a fortiori* les « programmes de transferts conditionnés » - vont de pair avec les politiques économiques néolibérales, puisqu'elles réassignent, de façon coercitive, des fonctions sociales distinctes aux sujets sociaux, hommes et femmes, d'âges, de niveaux de qualification et d'expériences différentes. Si le « nouvel esprit du capitalisme » correspond bien à une manière de réduire l'accès au travail salarié à un privilège réservé à une petite fraction de la population, il laisse à la charge de l'État de prendre soin des « inaptes » - sans toutefois déclarer cette subvention publique à l'initiative privée (Boltanski et Chiapello, 1999). Les politiques sociales ont, à l'ère néolibérale, la fonction de recréer un cadre « socialisant » au moindre coût – sans création de droits universalisant ou fonction redistributive *a priori* - afin de remettre les hommes comme les femmes à accomplir leur fonction sociale respective (Cabanès et Georges, 2014), variable selon le cadre sociétal, si besoin est. De ce fait, en cas de réception d'un bénéfice, celui-ci peut être interprété par les intéressé.e.s, souvent des femmes, comme relevant du « hasard », d'un coup de chance ou encore de la « grâce de Dieu » (Ceballos, 2015).

Dans ce sens, l'actuel « compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales » (Cabanès et Georges, 2014) permet de produire de l'adhésion, de la légitimité, de la reconnaissance, mais aussi du clientélisme politique et social, de développer un secteur du social au sein duquel croissent les professions, les emplois, les subventions. Ces politiques s'adressent directement à l'individu, de façon rapprochée, *attentionnée* : l'Etat et les divers échelons de pouvoir et d'action publics se présentent comme soucieux, compassionnels, *caring*. Ce que Berndt qualifie de « libertarian paternalism as a policy script that is capable of overcoming both the perceived shortcomings of the interventionist state and the self-regulated market » (2015 : 3), et qui n'exclue pas la violence, la menace, la répression (Morice 1999).

Les politiques d'assistance et de contrôle *modernes* des pauvres ont toujours combiné attribution de tâches et rôles socio-économiques, encadrement répressif et police de l'ordre familial (Chevalier, 1958 ; Donzelot, 1984 ; Merklen, 2009 ; Wacquant, 2004). Un tournant a eu lieu pendant les années 1990, consacrant la notion d'« investissement social » : ces politiques publiques intègrent l'idée de mieux rentabiliser les interventions sur les pauvres, considérées comme des postes de dépense « passives », et à les intégrer à la logique capitaliste d'accumulation par le marché et de financiarisation, d'une façon ou d'une autre. Une sélection, ou segmentation, s'opère entre pauvres susceptibles de produire du travail productif, et pauvres « dés-économisés », réservés au travail reproductif, voire à aucun autre travail que le travail sur soi. Entre les deux, les travailleurs du social, dont le rôle est de mettre chacun et chacune à sa place et d'insuffler à tous le sens de ses responsabilités. Dans ce contexte, un rôle spécifique a été réservé aux femmes pauvres.

L'ouvrage que nous présentons ici se situe donc sur un territoire particulier du néolibéralisme et de ses politiques sociales, contigu aux incitations faites aux « pauvres » à s'intégrer dans les marchés du travail, et contigu également aux politiques répressives (Feltran, 2014). Main gauche de l'Etat (Bourdieu, 2012), fermement armée de principes moraux et de convictions pédagogiques de la responsabilité individuelle, les politiques sociales néolibérales se rattachent, selon Loïc Wacquant (2010 : 151), à « une spécification sociologique 'épaisse' du néolibéralisme qui englobe la supervision par le *workfare*, un État pénal proactif et le trope culturel de la 'responsabilité individuelle' ». Nous montrons comment ces politiques investissent le territoire de la reproduction sociale, enjoignant aux femmes populaires de remplir de façon responsable et *morale* leur rôle de productrices et

reproductrices d'être humains socialisés – et disponibles pour les marchés du travail et de la consommation ; et leur rôle de productrices / reproductrices d'un ordre social et d'un ordre moral. Nous montrons également comment ces rôles peuvent s'articuler avec d'autres processus de subjectivation et de production de consentement, voire de soumission. Mais aussi comment ce territoire constitue une pièce du système néolibéral, tant du côté moral, que pratique, qu'encore comme secteur à fort potentiel marchand, et susceptible de produire des consommateurs.

Cet ouvrage montre que les politiques de réponse aux questions soulevées par le travail reproductif et son éthique, et plus largement les nécessités *politiques* de prise en charge du soin aux dépendants et de l'éducation des enfants, dans le cadre du paradigme d'investissement social, débouche sur des politiques de captation, de répartition et de mise à disposition de travail de *care*, destinées avant tout aux femmes des classes populaires. Avatar de ce que Donzelot appelait « la police des familles », imprégné de « néo-familialisme » (Chauvière, 2006)⁵, ces politiques publiques tendent à instaurer un ordre social qui permette la reproduction sociale et économique, reposant sur une division du travail entre sexes, générations et classes sociales, et traversant la famille, qui en est la cellule clé de mise en œuvre – et en extrait la « plus-value », rendue gracieusement. Elles reposent sur la construction du consentement des destinataires à des mesures émanant d'institutions qui se soucient des gens, prennent soin d'eux, qui leur prêtent attention : du *care* public qui produit du *care* privé.

Ces interventions sociales sont devenues de plus en plus comportementales⁶, soutenues par une technologie sociale très sophistiquée, nourrie des connaissances en neurosciences, qu'on aurait pu qualifier de manipulatoires en d'autres temps, mais qui s'affranchissent du fait des « bonnes causes » qu'elles servent ainsi (Banque mondiale 2015 ; Servet 2015). Pour Berndt (2015), « [the behavioural approach shifts the focus] from the market to the market subject, that is, from market failure to behavioural failure, and from market regulation to behavioural engineering » (p. 3). Changer les gens (Wacquant 2010), et en particulier les femmes, dans un contexte d'articulation discursive entre arriération et marginalité perçues (Berndt 2015 : 4), pour organiser le travail reproductif au sein des ménages, l'on pourrait dire que c'est ce à quoi oeuvrent pour bonne part les politiques et programmes étudiés dans cet ouvrage.

Or, si les enjeux de *care* se posent aujourd'hui dans un cadre renouvelé, les réponses que leur donnent les politiques publiques de par le monde sont diverses, articulant des réponses du marché, des pouvoirs publics, de la famille proche et de la communauté au sens plus large (voisinage, société civile, etc.). Ce *care diamond* se module également selon les milieux sociaux, le degré de professionnalisation des femmes, les degrés de socialisation des prises en charge, et les arbitrages entre marchandisation et démarchandisation des forces de travail, toutes choses largement étudiées, du moins dans les pays du Nord (Simonet, 2010 ;

⁵ Pour Chauvière (2006, p. 1), « Le familialisme est une forme d'action publique, marquée par l'hypertrophie de la raison familiale dans la conduite des affaires publiques, ce qu'il faut comprendre bien au-delà de la gestion de la seule sphère domestique ou des seules prestations familiales. C'est le choix, dans certaines conditions historiques, de faire de la famille - et non pas seulement l'individu (homme, femme ou enfant) - l'unité référentielle de politiques publiques visant aussi bien les questions de population, de protection, de redistribution..., de la considérer comme la médiation principale entre l'État et les citoyens voire, par extension, un modèle de société « démocratique » valable pour la vie politique tout entière, concurremment à l'individualisme citoyen ». Si la dimension familialiste des politiques sociales est présente à Cuba également, c'est plutôt de façon implicite, par défaut de capacité des politiques publiques à décharger les familles des besoins reproductifs (Destremau 2015).

⁶ On peut notamment se référer à Harrison et Sanders 2014 ; Tabin et al., 2008 ; Chelle, 2012, Destremau et Lautier 2014, parmi bien d'autres.

Hochschild, 2012). Si cet ouvrage porte donc sur des « cas » latino américains, de nombreux travaux indiquent qu'il s'agit là d'un scénario qui se déploie dans de multiples pays du Sud et du Nord, avec des variantes propres aux espaces nationaux et à leurs interrelations.

L'Amérique latine, laboratoire d'une nouvelle génération de politiques conditionnelles d'assistance

L'Amérique latine est considérée par les chercheurs en politiques sociales – tout au moins ceux qui échappent à un occidental-centrisme parfois coriace – comme un laboratoire de politiques publiques. En particulier pendant la dernière décennie, à l'exception notoire de Cuba, l'État social signe son « retour », au confluent d'une reconnaissance des revendications de mouvements sociaux (Georges ; Lima, dans ce volume), y compris féministes (Santos, dans ce volume), d'une dette sociale des États Nations envers leurs populations – pour avoir produit des révolutions industrielles qualifiées de « miracle » (brésilien, chilien), au prix d'une intense exploitation des travailleurs (Oliveira, 1972 ; Sader, 1988)⁷ – et du régime capitaliste néolibéral actuel (Dagnino et alii, 2006). Ce « retour » a été marqué par l'extension d'une nouvelle génération de politiques conjuguant protection sociale, développement social et lutte contre la pauvreté.

Parmi ces politiques hétérogènes, proposant différents types d'incitations, les « programmes de transferts conditionnés » occupent une place particulière : en dépit de leur variabilité, aussi bien à l'intérieur de ces pays, que vus de l'extérieur, s'est établi un consensus quant à leur bien fondé. En Amérique latine, ces politiques sont vues à la fois comme un moyen efficace, pour contraindre, et récompenser les « bons » pauvres, légitimant la logique méritocratique, colonne vertébrale du capitalisme englobant. Sur le marché politique interne, il s'agit par ailleurs d'un argument électoral important (Georges et Ceballos, 2014). Dans ces pays où le retour à la démocratie constitue encore un acquis récent, une forme de reconnaissance par l'État des pauvres méritant, longtemps déconsidérés complètement ou alors objet d'actions charitables, constitue toujours une acquisition à leurs yeux, en dépit du basculement actuel vers une nouvelle phase de recherche d'autonomie de ces populations qui de nouveau font face à des politiques d'austérité.

De l'extérieur, notamment au tournant des années 2010, ces politiques sont vues comme une solution « paradigmatique », un moyen peu coûteux, pourvu d'une visibilité et d'un rendement politique élevés, dans la lutte contre la pauvreté, technologie sociale en voie d'exportation (vers l'Afrique, notamment, mais aussi l'Asie). Historiquement, depuis les années 1960, et notamment dès les années 1980, ces politiques ont été préconisées par des organisations internationales (ONU, BM) d'une part pour rendre la pauvreté apparente dans ces démocraties encore jeunes d'Amérique latine moins choquante, et d'autre part, pour « rendre rentable » la génération des femmes plus âgées, peu qualifiées, si ce n'est sur le marché du travail, du moins dans leur *care* dédié à la génération suivante. Ainsi, il s'agit typiquement d'un artefact politique qui recouvre une grande diversité de pratiques et de formes d'appropriation par une nébuleuse d'acteurs nationaux et internationaux, mais qui a réussi à créer un consensus remarquable.

⁷ Francisco de Oliveira (1972) a été un des premiers auteurs à avoir mis en évidence la fonctionnalité du maintien des inégalités sociales et régionales pour permettre l'accumulation capitaliste. Dans des contextes comme celui du Brésil, l'exploitation des travailleurs s'est faite notamment par la non-prise en charge par l'État comme les entreprises des conditions minimales de reproduction sociale. La construction des logements, la lutte pour l'accès à l'éducation, la santé, le transport et plus généralement le défrichement des périphéries des grandes villes brésiliennes a ainsi reposé *quasi* exclusivement pendant longtemps sur l'initiative collective des travailleurs, et notamment des femmes, l'"auto-construction" des logements par l'entraide, ou *mutirão*, étant un des exemples les plus connus.

La complexité de l'offre institutionnelle d'assistance rend cependant difficile la circonscription de certains programmes ou politiques comme objets d'étude, d'autant que les registres terminologiques dessinent des territoires brouillés. D'un côté, une homogénéisation apparente, qui déborde largement l'Amérique latine: on peut qualifier d'illusion linguistique l'émergence d'un vocabulaire consensuel (Lautier, 2010) de « mots plastiques » (Poerksen, 1995) autour de ces programmes qualifiés génériquement de *Conditional cash transfert programmes*, dont une analyse systématique révèle les dimensions d'imaginaire politique, de creuset de certaines formes de citoyenneté, et ses relations aux formes propres du politique (Borgeaud-Garciandía et alii 2009 ; Cartier-Bresson, Destremau et Lautier, 2009). De l'autre, de la différenciation : par delà la terminologie commune, il ne s'agit pas des mêmes dispositifs: d'un pays à l'autre, l'« empreinte des origines » (Merrien, 1990), les formes de circulation, de réception, de « traduction » et « d'adaptation » de certaines politiques sociales, leur confèrent des caractéristiques nationales, voire régionales (Georges, Santos, Araújo, 2015) marquées (Lautier, 2012 ; Merrien et al., 2011 ; Ceballos et Lautier, 2013). Il n'est ainsi pratiquement plus question de « politiques publiques » mais de « programmes », liés à un gouvernement, à ses engagements, ses performances et sa temporalité (Hibou, 2013). Ces « cités par projets » (Boltanski et Chiapello, 1999) développent leurs terminologies, qui se greffent, se combinent et dessinent des frontières d'inclusion et d'exclusion. Les politiques sociales cubaines, quant à elles, sont aussi marquées par une terminologie particulière, qui a forgé une culture commune, ébranlée par les bouleversements progressifs et profonds que traversent l'île depuis un quart de siècle (Destremau, dans ce volume).

Les usages locaux de mots se déplacent pour participer à la construction d'espaces cognitifs et discursifs étayés d'artefacts (Jaramillo, dans ce volume) révélant toutefois, à l'examen, prises de distance et résistances (Peñañiel, dans ce volume). Dans les textes de cet ouvrage, dont la plupart ont été originellement écrits en espagnol ou portugais, nous n'avons pas particulièrement tenté d'homogénéiser ces termes, dont la forme française demeure marquée, dans les textes, par l'empreinte des différentes traditions académiques, de l'auteur, de sa culture, et de celle de son traducteur ou sa traductrice : ces mots sont parfois traduits par « bénéficiaires » ou « usagers », « assistance » ou « transferts conditionnés de fonds », « aide » ou « soin », ou encore « *care* », etc..

Mais c'est également d'un programme à l'autre, d'un public cible à l'autre, sur fond de postulat commun – relevant globalement de « l'activation » et des « conditionnalités » - , qu'il se passe des choses différenciées. C'est dans cet espace d'entre-deux que se situent les contributions à cet ouvrage, qui entreprennent de mettre au jour les mécanismes sous-jacents de certaines de ces interventions sociales à partir de l'étude de la pratique des différents acteurs et actrices qui participent à leur mise en place, pour en expliciter certaines des logiques d'action et des configurations relationnelles (familiales, sexuelles, sociales) et des usages - instrumentalisation, détournement, justification, résistance. En prêtant attention aux rapports sociaux de sexe, de classe, d'âge et d'origine ethniques, imprégnant les relations concrètes à l'œuvre dans les opérations des projets, ces travaux examinent ce que ces politiques mobilisent de positionnements individuel et collectif, de subjectivation, de statut et d'identité sociaux et de stratégies, en particulier de la part des femmes qui en sont destinataires à divers titres (mères de famille, filles de personnes âgées, travailleuses, retraitées, pauvres, etc.).

Loin de rétrécir son périmètre d'action, l'État demeure donc très présent, mais ses modes d'intervention se modifient. Hormis à Cuba, des services publics minimaux sont fournis au moindre coût et les pouvoirs publics tendent à se « décharger » de la responsabilité du bien être social et économique vers les individus et des organisations privées. Dans ce

sens, l'intervention de l'État se réalise au prix d'une hétérogénéisation croissante de l'ensemble des acteurs (Rizek, dans ce volume), d'une financiarisation (Rodriguez, dans ce volume), d'une moralisation (Santos, dans ce volume) d'une bureaucratisation (Hibou, 2013) et d'une technicisation du travail social (Lascoumes et Le Galès, 2005). L'ensemble de ces dimensions configure un obscurcissement des processus démocratiques (Cabanès et Georges, 2014 ; Ceballos et Lautier, 2013). Les politiques sociales, en particulier, associent systématiquement des acteurs institutionnels publics à divers niveaux territoriaux, des organisations internationales, nationales ou locales, privées, marchandes et non marchandes, formant des nébuleuses d'acteurs, engagés à défendre leurs intérêts plus que ceux des pauvres dont il s'agit. Elles mobilisent diversement des registres caritatifs, de droit social ou humain, de contrôle social et de sécurité, de conditionnalités et de contrats, de devoirs et de normes morales, religieuses et bureaucratiques. En outre, elles s'enchevêtrent avec des initiatives variées, visant la promotion des femmes ou de l'activité économique, l'amélioration de la santé ou de l'éducation, la cohésion territoriale ou son contrôle, ou la lutte contre la discrimination.

Deux dispositifs caractérisent ces programmes et services d'assistance dits conditionnels: ceux qui vérifient les *conditions* nécessaires pour permettre l'inclusion des ménages dans le programme ; et ceux qui permettent qu'ils demeurent dans le programme, c'est-à-dire essentiellement les *conditionnalités* qui exigent de la part des bénéficiaires un certain nombre de *contreparties*. Une des spécificités de cette technologie sociale est l'individualisation de leur attribution, et l'effet de subjectivation des contreparties individuelles des bénéficiaires attendues, une autre dimension centrale de ces politiques sociales à l'ère néolibérale.

Les personnes dont cet ouvrage donne à entendre les voix sont pour la plupart des élus des programmes, présentés comme porteur d'un *désir*⁸ ainsi réalisé. Par l'attribution aux ménages des « points » qui leur permettent d'accéder au statut d'*insider* (du programme) (voir Ceballos ; Maximo e Melo ; Rojas Lasch ; Villareal et Carillo, dans ce volume), les administrations, travailleurs sociaux et employés des programmes sont amenés à mettre en œuvre un « processus d'inclusion sélective » (Fassin, 2012 : 17 ; Rojas Lasch 2012 ; Georges et Santos, 2013 ; Georges, dans ce volume ; Lautier, 2009). Nous observons ainsi une nouvelle modalité, extrêmement technologique et dématérialisée, de « gouvernement par les nombres » (Desrosières, 2008), qui a vu, dans les années 1990, l'extension du domaine de la production statistique sur la pauvreté, et corrélativement celui des comparaisons de performances dans la lutte contre la pauvreté (Destremau et Salama, 2002). Les textes présentés ici montrent que tant les États et administrations, que les différents intermédiaires et les bénéficiaires eux-mêmes sont pris dans l'autorité des indicateurs, mesures et quantifications, sans en comprendre la logique mystificatrice, quelle que soit par ailleurs l'interférence des logiques clientélistes. Mais aussi, ces différents acteurs, notamment les intermédiaires, s'approprient de la puissance légitimatrice des chiffres pour mettre à leur service la production de leur propre demande, démontrer leur utilité et garder leur marché (Georges, dans ce volume ; Georges et Santos, 2013).

L'entrée d'un ménage dans le programme signe l'adhésion du titulaire bénéficiaire à un contrat, et sa soumission à certaines conditionnalités comportementales, plus ou moins exigeantes, dont le respect est contrôlé par des travailleurs sociaux. L'activité de ces travailleurs s'inscrit, à son tour, dans le dispositif d'opérationnalisation de la politique qui en limite en partie l'étendue et les marges de manœuvre du contrôle de ces conditions. Entrer

⁸ L'on pourrait ainsi filer l'analogie avec les considérations de Lordon (2010), qui se situent essentiellement dans la sphère du travail salarié.

dans le programme n'offre en effet pas de *droit*, pas de garantie d'y rester, qui doit en principe dépendre de la conformité aux conditions – largement comportementales et morales – imposées, déclinaisons de l'« activation » ou des « incitations »⁹. Imbriquant autonomie paradoxale et des protocoles transactionnels de donnant-donnant ou d'échange, impliquant des gratifications matérielles, relationnelles, affectives... (Carillo et Garnica ; Rojas Lasch, dans ce volume), ces conditionnalités sont censées déboucher sur de « bons comportements », eux mêmes supposés garants d'une sortie de la pauvreté (avant tout pour la génération suivante ; Santos, 2014). Les femmes, essentiellement en tant que mères, sont en première ligne comme « bénéficiaires » activées vers la responsabilité parentale et le *care*, et vers l'emploi et la professionnalisation (souvent aussi dans des professions de *care* ; voir Borgeaud-Garcianda et Tizziani dans ce volume). L'efficacité du dispositif psychosocial dissimule la contrainte derrière la construction du désir partagé (par tous les participants) de satisfaire aux critères requis, et par là de se faire reconnaître, voire de se distinguer (Rojas Lasch 2015).

En contraste, à Cuba la pauvreté est gérée comme prix à payer pour la révolution socialiste et ses acquis sociaux, économiques et politiques, et donc de façon idéologique avant tout. Le développement de programmes d'assistance ciblés ne permet pas de dire que le gouvernement cubain développe des politiques de lutte contre la pauvreté ni, pour le formuler de façon plus précise, des politiques visant « les pauvres ». « Les pauvres » ne constituent ni une catégorie institutionnelle ou administrative des politiques publiques, ni une catégorie opératoire et pratique des interventions sociales. Non qu'il ne s'agisse que d'euphémisation d'une « question » dont la reconnaissance signerait l'aveu de l'échec des politiques socialistes. C'est aussi que les manifestations concrètes de la pauvreté, et il y en a, n'entrent pas en contradiction avec la frugalité prônée par le régime de façon aussi violente que dans un régime consumériste de marché. On peut donc parler de gouvernementalité de la pauvreté comme système de répartition et mise en œuvre d'une conception socialiste de la justice sociale ; mais non de gouvernementalité des pauvres. Ceci dit, les ouvertures marchandes et la montée des inégalités, en engendrant des tensions et en faisant apparaître comme moins « normales » et acceptables les situations de grand dénuement, requièrent un ajustement des discours, justifiant le basculement des normes de justice sociale d'un postulat égalitariste vers un postulat d'entrepreneuriat et d'auto responsabilité (Destremau 2014b).

Responsabilisation et consentement : économie morale de l'assistance

L'accès/l'insertion volontaire des assistées (travailleuses et bénéficiaires) à l'assistance se présente, de leur point de vue comme une alternative, parmi d'autres possibles, dans le sens où l'adhésion ne constitue pas un droit, mais, dans le meilleur des cas, se présente comme le fruit de leur « travail » moral, de la construction de leurs carrières morales (Georges, Santos 2013, 2016 ; Becker 1963). Dans ce sens, ce sont bien elles qui s'engagent (ou pas, d'ailleurs), dans une relation d'échange. Dans cette perspective, en prenant l'approche de « l'entrepreneuriat de soi » au sérieux, ce serait des pratiques de freinage de leur travail moral qui se configureraient comme des formes de résistance : la réintroduction de la politique (Rancière, 1998) – et non de la police - se ferait donc par ce biais.

A l'exception de Cuba, qui fait ici office de contre-modèle, nos travaux témoignent du caractère disciplinaire des *transactions* instituées par les nouvelles politiques d'assistance. Le propre des conditionnalités et des modes d'intervention psychosociaux qui les réalisent est

⁹ De nouveau, Cuba se distingue des autres cadres nationaux étudiés ici. L'assistance demeure en dehors des processus de gouvernementalité et d'incitation, et aucune conditionnalité n'est explicite en contrepartie des prestations distribuées par l'assistance, outre le devoir de chacun de se prendre en charge dans la mesure de ses capacités.

cependant de mettre en œuvre des dispositifs où la contrainte se dissimule derrière la logique de « mérite » et de « récompense », l'« enchantement » de technologies et artefacts (Jaramillo, dans ce volume) et le consentement de « membres » qui ont désiré « participer » aux programmes, y faire une carrière morale et/ou professionnelle (Georges, dans ce volume), avoir leur part, ou faire part (Peñafiel ; Ceballos dans ce volume).

Axe central de la transaction d'assistance, la responsabilisation apparaît ici comme « un nouveau mécanisme d'inscription subjective de l'emprise de la domination sur les individus » (Martuccelli, 2004 : 470) :

« La responsabilisation se situe à la racine d'une exigence généralisée d'implication des individus dans la vie sociale et à la base d'une philosophie les obligeant à intérioriser, sous forme de faute personnelle, leur situation d'exclusion ou d'échec. Il s'agit ainsi moins d'un appel à la responsabilité individuelle que d'une série de processus confrontant l'acteur, puisqu'il a toujours la possibilité de « faire » quelque chose de sa vie, aux conséquences – parfois de plus en plus involontaires – de « ses » actes ». (idem p. 479).

Ces injonctions à la responsabilité s'exercent « par les normes » (Thévenot, 1997), les « standards » (Thévenot, 2009), sans violence apparente, avec le consentement des assistés, prenant appui sur leur désir de bien faire : « l'efficacité sociale de l'aide aux plus vulnérables se mesure désormais à leur degré de *compliance* (acquiescement)» (Thomas 2010 p. 201). L'acceptabilité et la légitimité de ces normes et attentes sont renforcées par la bureaucratisation et l'apparente « neutralité » des procédures (Hibou, 2013) ainsi que par l'appel à des techniques sophistiquées de gestion du social (Lascoumes et Le Galès, 2005). Actées par des *relations* dans lesquelles se jouent des transactions affectives et émotionnelles, ces techniques nouvelles de gestion du social invisibilisent subtilement leur caractère politique, laissant de cette façon plus d'espace à la volonté des individus « de bien faire ». S'opère ainsi, avec la professionnalisation, la normalisation et la bureaucratisation des manières de faire un *shift* des paramètres de référence, qui ouvrent de la place à l'adhésion, et la reconnaissance individuelle. Le caractère « néolibéral », et plus « moral » résiderait donc aussi dans cet appel subtil aux formes de mobilisation de soi.

« La *doxa* néolibérale présente le respect de ces normes, règles, procédures bien particulières comme l'expression de la « bonne gouvernance », en voyant dans ces formalités de simples techniques. Elle met l'accent sur l'universalité de la rationalité économique, et plus précisément, entrepreneuriale, sur la dimension technocratique de ce processus et sur son efficacité, sa sécurité et sa moralité, dans une vision dépolitisée du gouvernement qui est une forme très idéologique d'analyse du politique. » (Hibou, 2013 : 10).

Or les règles et procédures sont loin de se résumer à des technologies neutres et dépolitisées qu'elles semblent être. Elles mettent en œuvre une économie morale qui constitue une pièce maîtresse de leur efficacité à, précisément « moraliser la misère » (Thomas 2010 : 158). Ces nouvelles politiques d'assistance, activent, se justifient, se légitiment en effet par l'appel à des normes et valeurs morales plus que par leur efficacité, toujours contestée (Lo Vuolo ; Valencia dans ce volume).

Le concept d'économie morale, dont Didier Fassin et Jean-Sébastien Eideliman (2012) proposent une nouvelle théorisation, nous aide à conceptualiser l'espace des transactions dont il s'agit ici. La définition en est « la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social » (p. 37). « Cette définition », précisent-ils, « accentue plus l'adjectif que le substantif. Elle est une économie *morale*. » Sur les valeurs et les normes, reconnaissant la distinction opérée par la philosophie morale, ils justifient : « les premières renvo[ie]nt à l'appréciation de ce qui est bien et de ce qui est mal (ou meilleur ou pire), les secondes se réfèr[e]nt à des règles, des principes, des

obligations (ce qu'il faut ou convient de faire ou ne pas faire). [...] Les valeurs procèdent au moins pour partie de normes et les normes dépendent pour partie de valeurs ». Finalement, « les émotions ne sont pas séparées des valeurs et des normes, [...] notamment sous la forme de sentiments moraux ».

Les nouvelles politiques sociales étudiées ici permettent d'analyser comment « on passe des normes et des valeurs, voire des émotions, qui circulent dans l'espace social aux représentations et aux pratiques des agents lorsqu'ils sont confrontés à des situations particulières » (Fassin et Eideliman 2012 : 10). Leur *économie morale* parvient à réduire – en apparence - la dimension politique et la place du conflit à peau de chagrin pour produire une illusion de consensus (Lautier, 2010), ralliant un vaste soutien des organisations internationales, humanitaires et les milieux politiques qui en promeuvent le modèle. Portées par des médiations religieuses (Santos, 2014), bureaucratiques et professionnelles d'« d'entrepreneurs de morale » (Becker, 1963) impliqués dans la mise en œuvre des programmes d'assistance (Georges, dans ce volume), ces normes et valeurs travaillent également l'adhésion des bénéficiaires et de la population qui pourrait en être bénéficiaire aux règles qu'incorporent ces programmes (sinon à leurs principes de justice, beaucoup plus obscurs). Elles contribuent fortement à l'adhésion des employés, professionnels et bénévoles qui y oeuvrent directement ou par sous-traitance. Ainsi, certaines des professionnel.le.s de l'assistance étudiées ici accomplissent dans la pratique un travail de « pacification sociale » (Georges, 2012). Au plan relationnel et explicitement moral, une sorte d'accord est forgé entre assistants et assisté.es, autour de valeurs partagées, d'une entente sur ce qui est bien, le juste et le souhaitable, qui va donner accès à, faire *mériter* des prestations matérielles ou une sanction : agir de façon *responsable*, s'occuper de ses enfants, être une bonne mère (le plus souvent, mais aussi le cas échéant un bon père), une bonne fille (et prendre soin de ses parents).

Sauf à Cuba où les transactions de l'assistance ont encore une faible consistance économique (Destremau, dans ce volume), ces économies morales, toutefois, sont aussi des *économies*, toutes morales qu'elles soient : elles distribuent ce qui s'apparente souvent à des gratifications, des récompenses, plutôt que des prestations de droit. Aussi, dans ces pays latino-américains, qui selon les cas imitent plus ou moins fortement les politiques sécuritaires de leur grand voisin nord-américain, face à des « instances d'ordonnement » (Feltran, 2014) concurrentes, ne pas devenir victime de violence policière et/ou membre du « crime organisé » peut constituer un avantage que l'insertion dans les rouages de l'assistance procure. Ces économies témoignent d'une monétarisation de valeurs morales et de « l'effort comme critère de jugement du bon pauvre » (Rojas 2012 : 188). Elles donnent lieu à des chaînes de transactions permettant des conversions entre le marché politique, celui de la production de la citoyenneté, de création d'emplois et d'argent public, les émotions et les affects, la reconnaissance et ses marques symboliques et matérielles (Georges et Santos, 2016). Au plan macrosocial, on observe, parallèlement à la privatisation d'une partie importante des biens et services impliqués dans la mise en œuvre de ces politiques, comme leur sous-traitance systématique, une progression, variable selon les pays, de l'enchevêtrement de ces politiques et programmes avec des intérêts marchands et financiers (Georges, Rizek, Rodriguez et Arévalo, dans ce volume). La domination d'une éthique de marché, qui tend à dénigrer l'action publique comme corrompue et clientéliste, contribue à légitimer comme morale cette pénétration du marché.

Comme le montre en particulier le texte de Villareal, pourtant, le resserrement des liens d'intérêt et de clientèle entre politique et secteur privé marchand s'effectue au détriment de la morale dont il semble s'agir (Georges et Santos, 2016). A l'instar des autres grands programmes nationaux, une politique sociale aussi visible que le programme *Bolsa familia*

qui a été mise en place au début des années 2000 au Brésil est ainsi issue d'une conjoncture politique et sociale où la création d'une politique se transforme en « marchandise politique » (Misse, 1997) et résultant, du moins en partie, de la prise en compte d'intérêts politiques et financiers de diverses industries puissantes : agro-alimentaire (Georges et Ceballos, 2014), immobilière (Rizek, dans ce volume), bancaire (Rodríguez Salazar, Arévalo, dans ce volume), pharmaceutique, assurantielle, etc.. Dans cette perspective, l'économie morale apparaît d'un côté comme un marché de dupes, mais de l'autre comme une pièce indispensable à la pérennité et la légitimation de l'ensemble des formes de gouvernementalité analysées, tant au plan national qu'international.

Mobiliser le concept d'économie morale ne doit toutefois pas aboutir à la construction d'un paysage pacifié, univoque : « il existe des tensions et des fluctuations au sein d'une même économie morale : les représentations et les pratiques attachées à un problème ne sont pas homogènes et les confrontations auxquelles elles donnent lieu se déploient dans les arènes publiques et privées » (Fassin et Eidelman 2012 : 14). Certains textes de cet ouvrage montrent de fait que les formes d'appropriation mises en œuvre par les personnes impliquées à divers titres dans ces politiques sont loin de suivre une logique binaire entre soumission à ces règles et normes, et des logiques de résistance. Les personnes naviguent à souhait, ou plutôt, « à besoin », entre différents régimes normatifs (ou « instances d'ordonnement »).

D'un côté, on a bien ces expressions du désir d'« en être », ces visites intempestives tolérées et subies au cœur du foyer (Rojas Lasch, 2012, 2015 et dans ce volume), ces intériorisations des règles, qui donnent à penser à une adhésion aux normes, parce qu'elles permettent l'accès à un gagne-pain comme travailleur ou comme « bénéficiaire » (Georges, dans ce volume). De l'autre, simulation et dissimulation règnent simultanément à l'apparente acceptation des valeurs sous-jacentes aux critères d'attribution d'avantages sociaux (Peñafiel ; Ceballos ; Rojas Lasch, dans ce volume) ; certaines femmes bénéficiaires dissimulent ainsi leur compagnon ou des hommes de la famille, pour répondre au « profil » requis pour pouvoir prétendre à certains bénéfices. Un regard attentif permet aussi de mettre au jour un espace de jeu dans la définition de soi, qui permet de ne pas être réduit à la définition des autres, des producteurs de catégories (Ireton, 2004 ; Peñafiel, dans ce volume), des doutes sur le bien-fondé des incitations et orientations, sur la justesse et la justice des mesures (Borgeaud-Garciandía ; Ceballos ; Jaramillo, dans ce volume) et un désenchantement face à l'écart entre le monde de papier, comptes et comptages, indices et autres médiations, d'une part, et le monde vécu, de l'autre (Jaramillo, dans ce volume). La résistance, ou la mésentente (Rancière, 1995) toutefois, prend plus la forme d'un jeu *avec* les règles que *contre*¹⁰, ou une opposition frontale¹¹. Dans sa discussion sur les formes de la domination et du consentement, Martuccelli conclut ainsi de sa lecture des travaux de Scott : « les dominés sont moins entravés au niveau de la pensée et du discours qu'ils ne le sont au niveau de l'action et de la lutte politique [...]. La domination peut imposer le consentement pratique des dominés, mais pas le consentement volontaire » (idem p. 473)¹².

¹⁰ Dans l'univers ouvrier, on peut encore établir l'analogie avec les pratiques de freinage, et de la question du jeu entre les ouvriers autour des seuils de productivité, analysées par Michael Burawoy (1979), comme étant une des façons pertinentes de résister au capitalisme quand il se tourne monopole.

¹¹ Encore que les stratégies d'*exit* ne soient pas ici analysées.

¹² Dans cette perspective théorique, sur le plan empirique, l'étude de Natacha Borgeaud-Garciandía (2009) des ouvriers et surtout des ouvrières des maquillas au Nicaragua montre l'importance des subjectivités pour résister à la domination. Ces travailleuses dépourvues des « supports d'autonomie et d'indépendance » (Castel) subissent une domination qui s'exerce par l'intermédiaire du travail, reposant sur l'idée de l'*absence de choix*, l'*instabilité* de la situation de travail et de vie, et la *nécessité* de vivre, soi et les siens, sans la certitude rassurante de pouvoir y parvenir. L'auteure montre comment ces travailleuses préservent toutefois une part d'elles – mêmes qui reste insoumise, car « ne pas le faire serait se condamner à l'inexistence ».

Le *care*, main gauche féminisée du néolibéralisme

La performativité d'une rhétorique construite d'abord autour de la « féminisation de la pauvreté » et de l'inégalité de genre, puis de la vulnérabilité, et de l'aptitude supposée des femmes à montrer plus de sollicitude et de responsabilité à l'égard des besoins de la famille que les hommes (Bradshaw, 2008 ; Molineux, 2007 ; Mioto, 2009), de leur « *care to care* » (Dorlin 2005), détermine les contours de la plupart des programmes et dispositifs examinés dans cet ouvrage. En effet, ils s'adressent essentiellement à des femmes, bénéficiaires conjointes de se comporter comme de bonnes mères, filles, épouses, petites-filles ; et travailleuses employées dans leur mise en œuvre. L'économie morale du *care*, dans son acception éthique élargie, est cruciale dans la production de ces configurations. À l'inverse, c'est parce que cette éthique du *care* est placée au cœur de la transaction morale d'assistance (et non, par exemple, l'éthique du travail salarié) que ces programmes épousent des schémas si fortement « genrés ».

Les politiques du *care* dont il s'agit ici organisent la prise en charge du travail reproductif nécessaire dans le cadre de configurations familiales différentes de celles que le capitalisme industriel avait mises en place au XIX^{ème} siècle, en instituant la division sexuelle du travail productif masculin et reproductif féminin au sein de familles nucléaires urbaines. Les familles qui sont ciblées par ces politiques du *care* ne se construisent pas nécessairement autour du couple parental mais, dans une perspective que Marques Pereira qualifie de marianiste (dans ce volume), autour de la figure de la mère entourée de ses enfants, et plus largement de la femme en charge de personnes dépendantes dont elle doit prendre soin (les personnes âgées également, cf. Carillo et Garnica ; Rosas ; Villareal et Carillo, Destremau, dans ce volume). Elles manquent de bras masculins valides et employables : elles se composent de femmes de diverses générations, d'hommes malades ou invalides, de personnes âgées; les hommes sont bien souvent absents, ou leur présence gommée et rendue invisible, plus dans certains pays que dans d'autres (Rojas Lasch, pour le Chili, dans ce volume).

C'est avant tout le déficit de travail de *care* (Hochschild, 1995) dans les familles qui déclenche la sélection pour l'assistance (Carrillo et Garnica ; Rojas Lasch ; Rosas ; Destremau, dans ce volume)¹³. Mais en même temps, la production du *care* par les travailleuses sociales, avec les femmes, est nécessaire pour que la relation d'assistance s'établisse. Les femmes les plus pauvres sont alors « libérées » de leur obligation de s'employer sur le marché et autorisées (incitées) à se consacrer entièrement au *care*, l'État fournissant en quelque sorte une contrepartie en revenu et en reconnaissance. De ce fait, s'organisent d'une part les priorités des rôles féminins des couches populaires (Lo Vuolo, dans ce volume) ; et d'autre part celles des politiques publiques, qui postulent que les soins proprement maternels sont les meilleurs pour les enfants, et que s'occuper des enfants (ou plus largement prendre en charge le *care* familial et social) est l'activité la plus souhaitable des mères populaires (cheffes de ménage ou non) : la bonne parentalité est considérée comme le levier le plus efficace pour éviter que les enfants de tels ménages deviennent pauvres à leur tour (Georges et Santos, 2013, 2016).

Un enjeu central de ces politiques sociales tourne autour de la reproduction sociale : l'équation promue par les programmes dont il est question ici articule ainsi reconnaissance – et valorisation – du travail reproductif, garantie (contractuelle, subjective, volontaire et naturalisée) de l'investissement familial (substitut et complément de l'investissement social), et reproduction du patriarcat, y compris sans la figure de la domination masculine. Par le truchement de travailleurs sociaux éducateurs et contrôleurs - la plupart du temps également

¹³ C'est dans une certaine mesure également le cas à Cuba, où la crise de la reproduction sociale contribue à une mobilisation des politiques publiques en faveur du soin aux personnes âgées (Destremau, 2015).

des femmes -, par une rhétorique de la compassion, l'État met ainsi les femmes des classes populaires au travail maternel et reproductif. Par le travail sur les subjectivités, le versement d'aides sociales conditionnelles est un levier pour la production d'un « sujet-femme » (Saint Hilaire, 1996 ; Rojas Lasch, 2015), sujet assujéti des rhétoriques de la vulnérabilité (Thomas 2010 : 51). Il garantit le dévouement des femmes pour éduquer la génération suivante et s'occuper des autres membres dépendants du foyer (Odone ; Enriquez Rosas ; Carrillo Hernández et Vàsquez Garnica, dans ce volume), alors que certaines autres sont appelées à se consacrer à une forme ou une autre d'activité, afin d'assurer un revenu minimal à leurs descendants. La tendance familialiste et l'assignation des femmes au *care* passe également par des formes de professionnalisation, lorsque des femmes présumées employables, mais pas suffisamment pour rejoindre le salariat « normal » sont encouragées à devenir « entrepreneuses d'elles-mêmes » pour endosser le rôle de travailleuse du *care* (domesticité, aide aux personnes, travail social) (Borgeaud-Garciandía, Georges ; Rojas Lasch ; Tizziani, dans ce volume). Subventionnées par l'État, ces politiques publiques qui articulent incitation à l'emploi et résolution d'un déficit de travail pour autrui, contribuent au « maternalisme public » (Rojas Lasch ; Marques-Pereira, dans ce volume).

Semblant répondre à certaines des revendications des mouvements des femmes au nom de l'égalité (Jenson, 2011 ; Georges et Santos, 2016), ces politiques intègrent une version individualisée de « l'empowerment » (Jenson, 2011, *op.cit.* ; Bénicourt, 2014). Elles tiennent aussi compte des recommandations des grands organismes internationaux du développement, comme la Banque mondiale, des agences onusiennes et d'importantes fondations et ONG, en faveur d'une vision à long terme et d'une attention aux générations futures. Dans une perspective « d'investissement social », mais sans finalité productive directe (si l'on considère le travail reproductif comme non-productif), elles s'appuient sur la « participation » des intéressé.e.s (Jenson, 2011, *op. cit.* ; Marques-Pereira dans ce volume) et (ré)organisent la répartition du travail de production et de reproduction au moindre coût, en se basant sur « l'organisation même des familles des classes populaires » (Santos, dans ce volume). De la sorte, ces « nouvelles » politiques sociales agissent comme des vecteurs de hiérarchisation sociale, notamment par la mise au travail de femmes et la (re)négociation de la professionnalisation du travail du *care*¹⁴. Elles contribuent en effet à réaffirmer des formes de division sociale et sexuelle du travail qui assignent des positions différenciées aux hommes et aux femmes, selon leur appartenance de classe et leur ethnicité¹⁵, et institutionnalisent des rapports sociaux entre femmes de milieux sociaux et de générations différentes (Borgeaud-Garcianda ; Georges ; Santos ; Tizziani, dans ce volume ; Georges et Santos 2013, 2016).

Se dessinent ainsi trois catégories idéal-typiques de femmes. Les femmes professionnelles qualifiées (épouses, mères et/ou filles de personnes âgées) peuvent s'engager sur le marché du travail en achetant (emploi direct, services marchands ou semi-marchands) une partie du travail domestique et de *care* qu'elles ne produisent pas elles-mêmes. Les femmes populaires, libérée de l'engagement dans le travail reproductif de leur propre ménage du fait de la baisse des taux de fécondité et des possibilités de partage de toutes les formes de travail entre femmes cohabitant ou proches (Borgeaud-Garciandía 2009), peuvent s'engager comme domestiques chez les professionnelles, et/ou fournissent des services concourant à la reproduction sociale (travail domestique et de *care* privé, travail social et de *care* social), (*cf.* Borgeaud-Garciandía, Tizziani, dans ce volume ; Georges 2008). Une partie de ces dernières

¹⁵ Dans cet ouvrage, cette dimension n'est pas traitée explicitement, signe probable d'une « pudeur » ou d'une euphémisation de la part des chercheurs qui y ont contribué.

se consacre également au travail productif (dans les secteurs industriel, agricole et de services, mais souvent dans des conditions de forte exploitation et des statuts d'emploi très instables). Finalement, les femmes assistées, qui ont peu de chances de s'insérer de façon rentable sur les marchés du travail et dont le *care* est le principal « travail », sont incitées à se consacrer au soin pour autrui dans un cadre familial, selon une vision essentialiste, marquant une « re-traditionnalisation de la famille » (Marques-Pereira, dans ce volume). C'est une tension qui traverse également les transformations de la société cubaine, tant la charge du *care* dans cette société vieillissante pèse, par défaut mais aussi du fait de la morale dominante, sur les familles et les femmes (Destremau 2015).

Nombreuses sont celles qui cumulent, combinent ou alternent les activités associées à chacune de ces catégories idéal-typiques. En effet, les femmes (comme les hommes) se débrouillent, et cumulent des situations de multi- ou pluriactivité (Graziano da Silva, 2001), et d'appartenances catégorielles multiples, et gèrent avec leurs proches et leur encourage les tensions et contradictions qui peuvent en découler. De fait, nombre d'elles deviennent des médiatrices (Cabanès et Georges, 2009 ; Cabanès, 2014), ou traductrices entre différents registres moraux, qu'elles rendent compatibles de fait dans le sens où elles arbitrent selon la situation en faveur du registre moral à mobiliser parmi ceux qui leur paraissent accessibles. Ainsi, si dans certains cas de figure ces registres moraux semblent se compléter et se renforcer mutuellement (comme entre les registres de l'assistance et celui des religions pentecôtistes et charismatiques ; Santos et Rosas, 2014 ; Santos, dans ce volume ; Aubrée, 2012), dans d'autres cas, ils s'excluent mutuellement (Georges, 2013).

Au-delà de la distinction entre travail productif/reproductif, travail formel/informel qui a pendant longtemps orienté l'analyse de la construction du politique dans les sociétés latino-américaines (Georges 2015), se pose alors la question de la citoyenneté de ces femmes, au cœur du projet d'État social (Orloff, 1993 et 1996). Les « nouvelles » politiques sociales actent des déplacements des fondements de la citoyenneté, du statut d'emploi – central en Amérique latine jusqu'aux années 2000 – vers celui de l'inclusion et des identités. Alors que, depuis les années 1990, les politiques néolibérales de précarisation et de diversification des statuts d'emploi ont été érigées en modèle de référence *sine qua non*, les citoyens et citoyennes, détenteurs de droits, se trouvent transformés en « entrepreneurs d'eux-mêmes » (Donzelot, 1994 ; Machado, 2002, *op.cit.*), y compris pour correspondre au profil requis, toujours changeant, du bénéficiaire de certains programmes et services sociaux, et pouvoir rendre la contrepartie attendue de la « transaction assistancielle ». Ceballos (dans ce volume) argue ainsi de l'assignation des femmes « bénéficiaires » à une forme assistancielle de citoyenneté. À Cuba, comme le montre Blandine Destremau dans ce volume, l'égalitarisme qui présidait à la construction de la citoyenneté révolutionnaire est en passe de céder le pas à des formes différenciées, et de plus en plus inégalitaires, d'universalisme.

Qu'advient-il des hommes ? Devenus électrons libres, « libérés » de leurs responsabilités reproductives, ils peuvent – voire doivent – s'investir dans le travail productif (Cabanès, dans ce volume). Ces politiques de « gouvernement moral des pauvres » impliquent la gestion des subjectivités des hommes comme des femmes, et opèrent une division sexuelle et sociale du travail productif et reproductif (Borgeaud-Garciandía et Georges 2016), en étroite articulation avec l'ordre des classes, races et générations, et l'ordre social instauré et/ou rétabli (Lo Vuolo, dans ce volume). En effet, une des caractéristiques néolibérales de ces politiques sociales, réside justement dans la manière avec laquelle elles exposent les hommes aux politiques de précarisation de l'emploi. La « police » des femmes et des familles se fait donc dans un jeu du clair-obscur par rapport à la place des hommes, constituant les deux côtés de la même médaille.

Présentation de l'ouvrage

L'objectif général de cet ouvrage est d'analyser certains effets sociaux des politiques publiques d'assistance sociale conduites dans six métropoles d'Amérique latine : Buenos Aires, Bogotá, São Paulo, Guadalajara, la Havane et Santiago de Chile. Sa question centrale porte sur les logiques et stratégies des destinataires – bénéficiaires et professionnel.le.s - de ces politiques, particulièrement les femmes, et la construction de leur statut d'utilisateurs, d'assistés, de citoyens et de leurs représentations des politiques publiques ; sur ce qui se fait *au nom* des programmes d'assistance que la recherche explore, le plus souvent sous un angle macro-économique, macro-politique et macro-social d'une part (travaux sur les transferts transnationaux de politiques publiques, sur les mécanismes de conditionnalités, sur les apports de légitimité de programmes d'assistance aux pouvoirs en place...) ; et discursif d'autre part (travaux sur les dimensions cognitives des politiques publiques, les communautés épistémiques, etc.).

Privilégiant une approche qualitative, voire ethnographique, et des enquêtes de terrain systématiques, la plupart des auteurs de ces textes se sont donc situés résolument dans les lieux où se négocient des relations, s'articulent des dispositifs, se modulent des pratiques professionnelles, et se construisent des rapports de pouvoir. L'accent a porté sur les interdépendances entre les conjonctures transnationales, les contextes politiques locaux, les trajectoires politiques, économiques et institutionnelles des différents acteurs et les reconfigurations familiales.

Nos résultats s'articulent autour de trois axes thématiques, qui organisent les trois parties de cet ouvrage. Aux textes issus des travaux de recherche menés au sein du programme, et appuyés sur des enquêtes empiriques, nous avons adjoints des contributions de discutants invités lors du colloque final pour nous aider à réfléchir.

Les contributions composant la première partie, intitulée "**Au cœur des familles : la (re)familialisation des rôles féminins et les enjeux de *care***", montrent comment l'espace familial constitue à la fois un enjeu de la mise aux normes et son théâtre, celui où se jouent le *care*, les émotions, le travail et la distribution des rôles de genre, de classe et de professions qui lui sont afférents. La famille est façonnée par ces politiques, dans le sens où ces dernières modèlent les rôles de genre, de génération mais aussi de classe, prescrivent les relations, et en particulier celles de *care*. Il ne s'agit pas uniquement d'investissement social, centré sur la construction du « capital humain » des enfants, mais également, dans ces contextes, de prise en charge des besoins des personnes âgées – comme celles-ci peuvent par ailleurs, parfois à leur insu, reprendre le relais pour plusieurs générations suivantes. Dans son introduction, Robert Cabanes parle de « reconfiguration du pacte social » entre les sexes et entre les classes sociales. Il argue que les politiques d'assistance destinées aux femmes leur assignant la responsabilité pour la sphère de la reproduction sociale revient en même temps à en décharger les hommes, qui eux, de leur côté ne disposent donc de plus aucun rempart ni concret ni en termes de légitimité pour résister aux politiques néolibérales qui les heurtent de plein fouet dans la sphère de la production. De cette manière, par un jeu du « clair-obscur », cette nouvelle génération de politiques sociales néolibérales va de pair avec les politiques de précarisation du travail. Yumi Garcia dos Santos explique comment la famille a été constituée en axe central et structurant des politiques brésiliennes d'assistance pour le développement de programmes visant la protection sociale et la lutte contre la pauvreté. Elle met au jour une véritable logique de « partenariat » entre les femmes pauvres et l'État, ainsi que « les dynamiques conjugales et familiales rendant possible ce rôle central joué par les femmes dans la concrétisation des politiques sociales contemporaines ». Carolina Rojas Lasch s'attache à examiner comment, à la « sexuation de la vulnérabilité » et la « valorisation essentialiste de la

figure féminine dans l'espace familial » dans les programmes d'assistance chiliens convergent à faire de la famille « le territoire légitimement pénétrable par l'action de l'État », territoire « utile à la gestion efficace des individus vulnérables », « la porte d'entrée, le mode d'accès aux sujets particuliers ». Les textes de Rocío Enríquez Rosas, et celui de Edith Hernandez Carrillo et Elba Karina Vazquez Garnica se focalisent tous deux sur les formes particulières d'intervention familiale qui se nouent autour des politiques d'assistance aux personnes âgées au Mexique. Le premier souligne que ces programmes « reposent sur une logique assistanciale et individualisante ; ils ne cherchent pas à promouvoir les processus de participation communautaire ni le renforcement de la société civile afin de faire face aux demandes liées au vieillissement de la population ; ils se limitent plutôt à aider monétairement et individuellement les bénéficiaires ». Pour autant, ils « coexistent avec les réseaux d'entraide communautaires et le soutien de la famille préexistants » et « se fondent sur un discours maternaliste, qui préconise la responsabilité des femmes pour les soins et destitue les hommes de toute responsabilité dans ce domaine de la reproduction sociale ». Le texte de Edith Hernandez Carrillo et Elba Karina Vazquez Garnica, quant à lui, éclaire « la façon dont les programmes sociaux destinés aux personnes âgées affectent les relations sociales de dépendance, d'interdépendance et de solidarité qui existent entre les personnes âgées et leur entourage », dans la région de Guadalajara. Les auteures arguent que les allocations versées par les programmes sociaux permettent de réduire la dépendance des personnes âgées et de rééquilibrer les relations dans lesquelles elles s'inscrivent en « se positionn[ant] comme des sujets disposant de ressources propres, les aidant ainsi à garder une certaine autonomie ou indépendance de prise de décision, et leur permettent d'établir du moins partiellement des relations de réciprocité et d'égalité avec les autres ». Ainsi, concluent-elles, « la possibilité de disposer d'une ressource alternative à l'aide familiale – ou permettant d'intensifier les liens avec celle-ci – peut atténuer la construction d'une subjectivité de dépendance ». Une réflexion théorique de Bérengère Marquès-Pereira met cette partie en perspective. En proposant une construction « idéal-typique du maternalisme au sein des politiques sociales de lutte contre la pauvreté », en prenant comme fondement empirique les politiques « fondées sur la perspective de l'investissement social » que sont les programmes de transferts monétaires conditionnés (PTC) en Amérique latine, elle montre la cohérence entre maternalisme (ou plutôt marianisme), néo-libéralisme, paternalisme, individualisation et dépolitisation des rapports de genre, engendrant une « citoyenneté excluante et verticale qui s'organise autour du familialisme traditionnel ». Cette position est renforcée par le texte de Rubén Lo Vuolo, qui voit dans les programmes d'assistance conditionnés « un nouveau moyen technocratique de gagner de la légitimité politique ainsi que du contrôle social » qui, sous couvert de promotion du maternalisme, tend à « à consolider les hiérarchies, inégalités et exclusions ». Ou, pour revenir sur les propos de Robert Cabanes, « Si « empowerment » [des femmes] il y a, il se fait sur fond d'une perte de puissance considérable des classes populaires » pour conclure que « cet approfondissement du dualisme dans nos sociétés s'effectue lentement et puissamment sans qu'aucune régulation d'ordre politique ou éthique soit capable d'imposer des normes à la marche en avant du capital ».

La seconde partie porte sur les **“Médiations, intermédiations, professionnalisations : pratiques des acteurs”** impliquées dans ces vastes ensembles institutionnels ramifiés et d'acteurs que sont les programmes d'assistance. Comme l'explique Isabel Georges dans son introduction, à partir du constat de la diversification des acteurs et de l'hybridation des relations entre l'État, le marché et la « société civile », les auteurs y révèlent les dessous du paradigme de la lutte contre la pauvreté et de celui de « bonne gouvernance », imposés par des organisations internationales comme la Banque Mondiale. Mettant en lumière les

fonctionnements de la démocratie de marché, ou plutôt d'une marchandisation de la pauvreté et du *care*, ils montrent comment les différents acteurs publics et privés s'y prennent pour mettre en pratique une gamme diversifiée de politiques sociales, allant des politiques de prise en charge des personnes sans abris au Brésil (Máximo e Melo), en passant par celle des personnes âgées au Mexique (Villareal, Carillo), de production du logement social au Brésil (Rizek), de formation de la demande dans le secteur de l'assistance au Brésil (Georges), jusqu'aux politiques de professionnalisation des aides à domicile et de prise en charge des personnes âgées (Borgeaud-Garciandía) et de production du genre de ces travailleuses en Argentine (Tizziani). Si d'une part ces politiques visent à répondre aux besoins des différents publics cible, d'autre part, elles contribuent également à créer de nouvelles demandes et/ou formes de justification de ces politiques (Georges), voire de nouvelles catégories de bénéficiaires potentiels (Máximo e Mello).

Au prisme des différentes configurations sociétales, apparaissent ainsi des dynamiques de coalition d'intérêts les plus divers (politiques et clientélistes, de négociations d'appuis de toute sorte). Ces dernières sont caractérisées par de multiples médiations - allant de la population vers les représentants et *vice-versa* - qui accompagnent la mise en place de programmes sociaux et de politiques sociales, comme au Mexique, sans qu'il ne soit possible de discerner avec netteté les rapports de pouvoir fluctuants qui accompagnent les relations entre les différents intermédiaires au statut incertain, comme le montrent Magdalena Villareal et Edith Carrillo. Le dernier grand programme brésilien de construction de logements sociaux, étudié par Cibele Saliba Rizek, se caractérise quant à lui par la mise sur le marché de fonds publics et l'incitation à l'endettement de la population. L'auteure expose combien, à São Paulo, "l'existence d'un processus de production résidentielle qui répond d'abord aux demandes du capital immobilier et financier", conduit à « l'approfondissement des inégalités spatiales par l'intermédiaire de la recrudescence de mécanismes classiques de ségrégation urbaine et de la reproduction [...] des processus d'éloignement des ensembles et des projets de logements sociaux par rapport aux équipements publics ». Ainsi, l'offre de logements présumés sociaux s'effectue « à l'encontre de la ville ». Mise en évidence par Isabel Georges, la production d'une demande pour des services d'assistance par les propres organisations (ONGs, etc.) chargées de la concrétisation de ces services par le biais de la sous-traitance des services publics dans la même ville est un des mécanismes centraux de leur marchandisation et de la configuration d'un « marché de la pauvreté ». La professionnalisation des propres travailleurs est une autre dimension de la réhabilitation des pauvres recherchée, permettant simultanément de les rendre responsables pour leur sort : le Programme national d'Aide à Domicile en Argentine analysé par Natacha Borgeaud-Garciandía, par exemple, promeut bien la professionnalisation des services à la personne, mais contribue simultanément à la fixation des travailleuses à domicile dans des emplois payés en dessous du valeur de marché par le faible montant des prestations versées aux personnes âgées qui les emploient. Dans la même veine, le Programme de professionnalisation du travail à domicile et autres services à la personne et sociaux Argentin, une formation professionnelle destinée aux femmes pauvres désirant travailler dans l'emploi domestique, en contrepartie à la réception de l'assurance chômage (Seguros de Capacitación y Empleo), une politique d'activation conçue pour aider les femmes à réfléchir sur leur rôle sexué au sein des familles où elles seront amenées à travailler et se valoriser, ne tient que marginalement compte de leur expérience multiforme qui comporte aussi celle dans leur groupe familial d'origine, comme le montre Ania Tizziani. Par ailleurs, l'analyse de ces processus de professionnalisation du travail social illustrent la création d'une catégorie de bénéficiaires intermédiaires.

En effet, si les auteurs de ces textes cherchent à mettre en lumière les multiples façons dont l'État et ses agents trouvent des alliés dans différentes sphères de la société, ils montrent aussi

la création de nouveaux clivages tout au long de ces chaînes de production des services publics et de mise en œuvre de programmes sociaux. Au cœur de ces nouveaux dispositifs de gestion des pauvres et de création de marchés professionnels du social, ne peuvent-ils pas être compris aussi comme le germe duquel peuvent surgir de nouvelles formes du politique, ou alors, comme le suggère Ricardo Peñafiel (dans ce volume), ce sont les propres politiques qui arrivent *ex post*, et qui sont décalées par rapport aux pratiques sociales des acteurs ? Ou, pour le dire autrement, « Dans le domaine qui nous concerne, on peut dire que le politique surgit de l'écart entre des politiques sociales, tendant à chosifier « les pauvres », et les pratiques sociales dans lesquelles lesdits pauvres agissent en tant que sujets. » (Peñafiel dans ce volume). Cette lecture de l'« immense écart entre la lettre des programmes sociaux et leur implantation dans des réalités concrètes » nous propose une interprétation politique de taille, allant bien au-delà d'une étude positiviste des failles dans les modes de mise en pratique des politiques publiques et de l'éventuelle « résistance » des assistés à leur prise en charge. D'après Ricardo Peñafiel, « Cet écart n'est pas simplement dû à des questions de corruption [...] ou de propagande [...]. Il ne s'agit pas non plus seulement d'un écart entre la complexité de la vie sociale et la nécessaire simplification de celle-ci dans l'énoncé général d'une politique publique. Cet écart entre la formulation d'une politique sociale et son application s'explique également par la capacité de « résistance » des « bénéficiaires » qui introduisent alors une dimension foncièrement politique au phénomène » : le refus de « la violence symbolique des places qui leur sont attribuées ».

Enfin, la troisième et dernière partie s'intitule « **Territoires de l'assistance et formes de légitimité** ». Définissant au départ *le social* comme le lieu de démarchandisation des rapports sociaux, permettant la mutualisation et la protection face aux principaux risques sociaux (Castel, Donzelot, Esping-Andersen), dans ces contextes de politiques sociales hybrides des pays latino-américains, à mi-chemin entre une reconnaissance des droits et des formes de mercantilisation de la pauvreté, et face à des catégories de population traditionnellement exclues de ces formes d'intégration sociale, à quoi correspondrait ce paradigme émergent du social ? Ou pour reprendre les termes de l'introduction de Anete Ivo, « comment, dans un contexte néolibéral et structuré sur l'individualisation et la fragmentation accrues de la vie sociale, se produisent en même temps une grande légitimité politique de ce régime social et une dépolitisation de la vie sociale ». (Ivo dans ce volume). L'auteure souligne l'apparent paradoxe entre, d'une part, « la resocialisation élargie de personnes « classées en conditions de pauvreté absolue » [qui] se réalise en principe par l'expérience de l'insertion dans de nouveaux liens institutionnels, politiques et de marchés » ; et, d'autre part, la violence symbolique infligée aux personnes par leur classement comme « pauvres », et « très pauvres » en termes de légitimité sociale, devant conduire, dans les termes des mêmes politiques sociales, à leur (re)socialisation – passible d'autres formes de violence. Pour elle, la monétarisation des rapports sociaux, fondée sur « l'idée de jouer de la liberté d'achat, opère symboliquement une fétichisation des rapports inégaux du marché, en mettant tout le monde sur un plan d'égalité et en cachant la profonde différenciation et concentration de structure du revenu national et de structure sociale » (Ivo dans ce volume) ; mais la médiation opérée par l'argent permettra-t-elle réellement d'assurer les citoyens de leur « commune humanité » ? Pour le dire autrement, l'argent permettra-t-il réellement de créer la consommation comme « forme de vie commune » (Feltran, 2014) et de dépasser les frontières sociales, culturelles, symboliques entre groupes sociaux différents ?

Les textes regroupés dans cette dernière partie de l'ouvrage interrogent les frontières extrêmement mouvantes des territoires de l'assistance. Si, comme le remarque Marco Ceballos, « la citoyenneté est devenue aujourd'hui, dans les sociétés latino-américaines, un

objet problématique qui est vécu et compris différemment selon les sujets et leurs positions sociales » (Ceballos dans ce volume), nous entendons les territoires de l'assistance comme ceux de l'étendue d'un marché moral, pourvu de son propre référentiel, sur lequel sont échangés des formes de légitimité sociale et de légitimation, des biens symboliques, monétaires, culturels, clientélistes, selon le cas. Ce marché moral, cependant, ne se constitue pas comme référence unique des sujets, et n'agit donc pas comme seule forme de subjectivation. Ces textes questionnent donc le « gouvernement moral des pauvres » à partir de la pluralité des expériences des sujets de l'assistance et de la diversité des formes de gouvernance concurrents. Ils mettent en lumière les différentes formes de légitimité/légitimation sous-jacentes des politiques de « lutte contre la pauvreté » étudiées, y compris d'insertion sur le marché du travail, et plus particulièrement au regard de leurs fonctions de gestion des inégalités, de contrôle et de pacification sociale/d'évitement de conflits, soit leur usage politique.

Dans le contexte Brésilien, le texte de Jacob Carlos Lima illustre les contradictions et apories du « récit hégémonique de la lutte contre la pauvreté », en montrant comment se dessinent de « nouveaux territoires de l'assistance » qui « mettent en œuvre la constitution brésilienne de 1988 et des avancées en terme de droits sociaux » mais ne parviennent pas à échapper à une « confluence perverse » entre néo-libéralisme et politiques sociales. Paradoxalement, le ciblage en vient à représenter le moyen de l'universalisation des politiques sociales et d'une meilleure inclusion sociale, vue la proportion de la population qui s'encadre dans les conditionnalités de ces politiques sociales. Oscar Rodríguez Salazar et Désci Arévalo abordent le cas paradigmatique de la sous-traitance de la gouvernance technico-bureaucratique et financière à des groupes clientélistes divers, les relations et le système d'assistance (*Conditional Cash Transfer Programs*, santé et prise en charge des personnes âgées) en Colombie qui se bancarisent et se financiarisent ; ce serait là la dernière innovation des politiques sociales latino-américaines. Ces auteurs montrent comment les processus de privatisation et de « bancarisation » des secteurs de santé et d'épargne retraite soumis à l'assistance sont désormais « des institutions permanentes faisant partie de la dynamique du régime d'accumulation tout comme du fonctionnement du régime politique » et de sa légitimation. En s'appuyant sur un programme d'assistance en Colombie, Pablo Jaramillo Salazar, quant à lui, montre que la médiation par des artefacts et technologies sous l'aspect de leur apparente neutralité est devenue centrale dans les programmes d'assistance en Amérique latine. Loin de ne constituer qu'une dimension pratique et pragmatique de leur mise en œuvre, elle contribue à produire des relations sociales, à reproduire des formes diffuses de pouvoir et de gouvernement, à envahir et incorporer la matérialité de la vie quotidienne. Ainsi, « les frontières de l'assistance dans ces régimes technocratiques de l'assistance acquièrent des qualités très particulières » ; « la frontière entre réalité et fantasme, travail et magie » s'estompe. Et de conclure : « Les programmes peuvent, ainsi, assembler finalement une alchimie de la vie sociale qui fascine et enchante tous ceux qui y participent (bénéficiaires, fonctionnaires et spécialistes, au même titre). » La réflexion sur la définition des frontières de l'assistance se poursuit avec le texte de Marco Ceballos, qui interroge « le statut de citoyenneté sociale des femmes bénéficiaires des politiques d'assistance sociale au Chili [...] non pas comme un statut abstrait, formel ou juridique mais comme expérience quotidienne d'inscription dans des dispositifs d'aide sociale ». La citoyenneté assistancielle est ainsi « vécue comme acquis de droits mais comme une probabilité incertaine d'accéder aux aides », structurée autour de l'attente et de l'incertitude. Blandine Destremau, à son tour, interroge le « tournant » des politiques sociales cubaines à la lumière des débats sur l'universalisme et la sélectivité des programmes sociaux qui se sont récemment multipliés. Elle montre que ces programmes ne parviennent pas à occuper le territoire laissé vacant par la rétraction des politiques sociales socialistes, et que l'universalisme se fait plus

différencialiste. Les sollicitations de la famille comme prodigieuse de soins, de protection et de solidarité se sont intensifiées, dans un contexte de « déficit de *care* », faisant de la sphère familiale la caisse de résonance de contradictions sociétales et politiques » que traverse l'Ile. Dans le texte qui clôt cet ouvrage, Enrique Valencia Lomelli aborde ces politiques d'assistance en termes de « discours hégémonique » ou de « récit » louant leurs « grands succès » à partir des discours des « évaluateurs » internationaux et sur les comptes rendus des institutions financières internationales. Ce récit hégémonique s'« use » cependant face à ses propres apories, contradictions et limites, requérant de remettre la cohérence entre universalisme et citoyenneté sur le métier.

Références bibliographiques

Aubrée, Marion, 2012, « Brésil : les femmes pentecôtistes entre « combat » et « délivrance » », Communication au Colloque GSRL, du 20/11/2012.

Banque mondiale, 2015, *Pensée, Société et Comportement*, Rapport sur le Développement dans le Monde, Washington DC, World Bank.

Bénicourt, Emmanuelle, 2014, « La place d'Amartya Sen dans le discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté et le développement », Présentation au séminaire central du CRIISEA, 25 novembre.

Berndt Christian, 2015, « Behavioural economics, experimentalism and the marketisation of development », *Economy and Society*, DOI:10.1080/03085147.2015.1043794

Boltanski, Luc et Chiapello, Eve, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, éd. Gallimard.

Borgeaud-Garciandía, Natacha, 2009, *Dans les failles de la domination*. Paris, PUF, Collection « Souffrance et théorie ».

Borgeaud-Garciandía Natacha, 2015, « Capacitación y empleo de cuidadoras en el marco del Programa Nacional de Cuidados Domiciliarios de Adultos Mayores », *Trabajo y Sociedad*, n°24.

Borgeaud-Garciandía, Natacha, Georges, Isabel, 2016, « Regards croisés sur les modalités de l'action publique et de la mise au travail des femmes dans le secteur du *care* (Argentine - Brésil) », in Kesselman, Donna, Gomez, Gérard (coord.), *Femmes au travail dans les Amériques*, Perpignan, PUP.

Borgeaud-Garciandía, Natacha, Lautier, Bruno, Peñafiel, Ricardo et Tizziani, Ania, 2009, *Penser le politique : La recreation des espaces et des formes du politique en Amérique latine*, Paris, Karthala.

Bradshaw, Sarah, 2008, « From structural Adjustment to social Adjustment : A gendered analysis of Conditional Cash Transfer Programs in Mexico and Nicaragua. » *Global Social Policy*, vol. 8, n° 2, pp. 188-207.

Bourdieu, Pierre. 2012. *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*. Paris, Gallimard.

Burawoy, Michael. 1979. *Manufacturing consent/ Changes in the Labour Process under Monopoly Capitalism*. Chicago : University of Chicago Press.

Cabanes, Robert, Georges, Isabel, « Introduction : Gestion de la pauvreté et entrepreneuriat de soi : un nouveau compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et

néolibérales ? », in Cabanes, Robert, Georges, Isabel (orgs.), Coordination du dossier « Les Années Lula : Politiques sociales ou néo-libéralisme ? », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, n° 6, novembre 2014, p. 7-15.

Cabanes, Robert, Georges, Isabel, 2009, *São Paulo, la ville d'en bas*, Paris, l'Harmattan.

Cabanes, Robert, 2014, *Économie morale des quartiers populaires de São Paulo*, Paris, l'Harmattan.

Cartier-Bresson, Jean, Destremau Blandine, et Lautier, Bruno (coord.), 2009, *Les Mots du développement : Trajectoires et pouvoirs*, *Revue Tiers Monde*, n° 200, octobre-décembre 2009, Paris, Armand Colin.

Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

Ceballos Marco, 2015, « A cidadania assistencial », *Cadernos CRH*, vol. 27, n° 73.

Ceballos Marco, Lautier Bruno, 2013, « Les CCTP en Amérique latine: entre modélisation internationale et conjonctures politiques nationales. » *Revue Tiers Monde*, n° 214, pp. 219-244.

Chauvière Michel, 2006, « Enjeux de la néo-familialisation de l'État social », Colloque International *Etat et regulation sociale. comment penser la coherence de l'intervention publique ?*, Paris.

Chelle, Elisa, 2012, *Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite*, Rennes, PU Rennes, coll. « Res Publica ».

Chevalier, Louis, 1958, *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX siècle*. Paris, Ed. Plon.

Colomb, Fabrice, 2012, *Les politiques de l'emploi, 1996-2000*, Sociologie d'une catégorie de politique publique, Rennes, PUF de Rennes.

Dagnino, Evelina, Olvera, Alberto J., Panfichi, Aldo (orgs.), 2006, *A disputa pela construção deomcrática na América latina*, São Paulo, Paz e Terra.

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2009, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.

Dardot, Pierre, Laval, Christian, 2010, « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste », *Cités*, 4, pp. 35-50.

Desrosières, Alain, 2008, *Gouverner par les nombres*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines, Collection Sciences sociales

Destremau, Blandine, Salama, Pierre, 2002, *Mesures et démesure de la pauvreté* (avec Pierre Salama), Presses Universitaires de France, Paris.

Destremau, Blandine, 2014a, « Que 'boa familia' ? Assistência e solidariedade familiares em Cuba », in : *Assistência e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero*, Santos, Yumi Garcia dos & Rosas, Rócio Enriquez (eds.), Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152, avril-juin 2014, p. 290-311.

Destremau, Blandine, 2014b « L'extension du marché à Cuba : une « nouvelle transformation » ? », in : Servet J.-M., Hillenkamp I. (eds.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, collection Ecrits sur l'Economie, 2014, p. 251-274.

Destremau, Blandine, 2015, « Crise de la reproduction sociale et contradiction des temps sociaux à Cuba : adieu la « femme nouvelle » ? », Dossier *Négociier l'articulation des temps sociaux* (coordonné par Ch. Nicole-Drancourt, Bernard Fusulier et F. Berton, *Interventions économiques*, n° 53, <https://interventionseconomiques.revues.org/2637>).

Destremau Blandine et Lautier Bruno, 2014, « The Sociologist and the «Poor Third World Woman», or How an Approach Focusing on Gender Relations has Helped Sociology of Development », in. Guérin I., Guétat H. and Verschuur C. (eds.), *Under Development : Gender*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, p. 84-102.

Donzelot, Jacques, *L'invention du social, Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Éd. du Seuil, 1994 (première éd. 1984).

Dorlin, Elsa, 2005, « *Dark care*. De la servitude à la sollicitude », in Paperman P. et Laugier S., *Le souci des autres. Ethique et politique du care* », Paris, raisons pratiques, EHESS.

Fassin, Didier, et Eideliman, Jean-Sébastien, 2012, *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte.

Fassin, Didier, 2012, « Vers une théorie des économies morales », in Fassin, Didier, Eideliman, Jean-Sébastien (orgs.), *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, p. 19-47.

Feltran, Gabriel de Santis, « O valor dos pobres : a aposta no dinheiro como mediação para o conflito social contemporâneo », *Caderno CRH*, Salvador, v. 27, n. 72, pp. 495-512, Set./Dez. 2014.

Foucault, Michel, 1994, « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits*, tome IV, Paris, Gallimard, Paris, pp. 222-243 (1^{er} éd. 1982).

Georges, Isabel et Ceballos, Marco, 2014, « Bolsa Familia y la asistencia social en Brasil : de la lucha política a la mercantilización local », *Caderno CRH*, Salvador, v. 27, n. 72, p. 513-529, Set./Dez. 2014.

Georges, Isabel et Santos, Yumi Garcia dos, 2013, « A produção da “demanda”: viés institucional e implicações políticas da terceirização do trabalho social na periferia de São Paulo », in: Cunha, Neiva Vieira da, Feltran, Gabriel de Santis, *Sobre Periferias: Novos conflitos no espaço público*, Rio de Janeiro, Ed. Faperj/Lamparina, 2013, pp. 159-177.

Georges, Isabel et Santos, Yumi Garcia dos, 2016, *As « novas » politiquas sociais brasileiras na saúde e na assistência. Produção local de serviço e relações de gênero*. Belo Horizonte : Fino Traço.

Georges, Isabel, Santos, Yumi Garcia dos, Araújo, Iara, 2015, « Família e Trabalho : configurações, gerações e articulações em contexto de desigualdades », Communication à l'ANPOCS, 26-30 octobre, Hotel Gloria, Caxambu, Minas Gerais, Brésil.

Georges, Isabel et Vidal, Dominique, 2012, « La formalisation de l'emploi à l'épreuve du travail invisible. Deux cas de figure de travailleuses de service au Brésil. », *Sociétés contemporaines*, n° 87, 2012, pp. 25-47.

Georges, Isabel, 2008, « L'emploi domestique au croisement de l'espace public et privé. Femmes de milieu populaire à São Paulo (Brésil) », *Autrepart*, « Variations et dynamiques urbaines », N° 47, pp. 57-71.

Georges, Isabel, 2012, « Des street-level bureaucrats » féminins. Le cas des agents communautaires de santé et des agents de protection sociale de la région métropolitaine de

- São Paulo. », in Georges, Isabel, Tripier, Pierre (orgs.), *La démocratie participative au Brésil : Promesses tenues et dynamiques ouvertes*, Bruxelles, Éd. Peter Lang, pp. 161-178.
- Georges, Isabel, 2013, « Les territoires du politique ? Une analyse des « jeux d'échelles » des « nouvelles » politiques sociales (São Paulo). », in Tomazini, Carla, Rocha Lukic, Melina de Souza (orgs.), *L'analyse des politiques publiques au Brésil*, Paris, Collection Logiques Politiques, Harmattan, pp. 101-121.
- Georges, Isabel, 2015, « Les revers de la formalisation dans le travail du *care* au Brésil », *Studi di Sociologia*, 3 (2015), pp. 299-312.
- Gilligan, Carol, 1982, *In a different voice*. Cambridge, Harvard University Press.
- Graziano da Silva, José, 2001, « Quem precisa de uma estratégia de desenvolvimento ? » in Graziano da Silva, José, Bianchini, Jean-Marc (dir.), *O Brasil rural precisa de uma estratégia de desenvolvimento*, MDA/CNDRS/NEAD, Brasília, pp. 5-52.
- Haber Stéphane, 2013, *Penser le néo-capitalisme. Vie, capital et aliénation*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- Haber Stéphane, 2007, *L'Aliénation*, Paris, PUF.
- Harrison, Malcolm et Sanders, Teela (eds.), 2014, *Social Policies and Social Control: New Perspectives on the 'Not-So-Big Society*, University of Bristol Policy Press
- Hibou, Béatrice (org.), 2013, *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte.
- Hochschild, Arlie, 1995, « The culture of Politics : Traditional, post-Modern, cold-Modern and Warm-Model Ideals of Care », *Social Politics*, 2 (3), p. 333-346.
- Ireton, François, 2004, « Eléments pour une approche constructionniste de la pauvreté », in Destremau B., Deboulet A. et Ireton F. (coord.), *Dynamiques de la pauvreté au Moyen Orient et au Maghreb*, Paris, édition URBAMA - Karthala, p. 37-81.
- Jenson, Jane, « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, « Genre, politiques sociales et citoyenneté », organisé par Bérengère Marques-Pereira et Roland Pfefferkorn, Hors Série, 2011, pp. 21-43
- Lascombes, Pierre, Le Galès, Patrick, 2005, *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Laugier Sandra, 2010, « L'éthique du care en trois subversions », *Multitudes*, 2010/3 (n° 42), p. 112-125
- Lautier, Bruno, 1995, "Les malheureux sont les puissants de la terre... Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine", *Revue Tiers-Monde*, n°142, PUF, 1995.
- Lautier, Bruno, 2009, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », in Borgeaud-Garciandia, Natacha, Peñafiel, Ricardo, Tizziani, Ania (orgs.), *Penser le politique en Amérique latine : la recreation des espaces et des formes du politique*. Paris, Karthala, pp. 19-36.
- Lautier, Bruno, 2010, « Qui ne dit mot consent, qui consent ne dit mot – L'usage du mot 'consensus' dans le vocabulaire du développement », *Economie et Institutions*, n°14, p. 41-67, 1^{er} semestre.

Lautier, Bruno, 2012, « La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine: une proposition de méthode d'analyse de configurations des droits sociaux », *Revue de la regulation* [en ligne], n° 11, premier semestre, URL: <http://regulation.revues.org/96362012>.

Lautier Bruno, 2013, Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables, *Revue Tiers Monde* 2013/2 (n°214), p. 187-218.

Lordon Frédéric, 2010, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, Paris, la Fabrique, 213 p.

Machado da Silva, Luiz Antônio, 2002, « Da informalidade à empregabilidade (reorganizando a dominância no mundo do trabalho). » *Caderno CRH*, n° 37, p. 81-109.

Martuccelli, Danilo, « Figures de la domination », *Revue française de sociologie* 3/2004 (Vol. 45), p. 469-497

Merklen, Denis, 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, La Dispute.

Merrien, François-Xavier, 1990, « L'empreinte des origines », *Revue Française des Affaires sociales*, n° 2, 43-57.

Merrien, François-Xavier, Wohnlich, Daniele Lopes, Debonneville, Julien, « De Brasilia à Manille : la mise en œuvre de politiques sociales axées sur la dimension genre au Brésil et aux Philippines. Le cas du Bolsa familia et du Pantawid Pamilyang Pilipino Program », Communication présentée au Colloque international *Rethinking Development in an Age of Scarcity and Uncertainty, New Values, Voices and Alliances for Increased Resilience*, 19-22 september 2011, University of York.

Mioto, Regina, 2009, "Família e políticas sociais" in Boschetti, Ivanete, Behring, Elaine; Santos, Silvana, Mioto, Regina (Orgs). *Política social no capitalismo. Tendências contemporâneas*. São Paulo, Cortez Editora, pp. 130-148.

Misse, Michel, 1997, « As ligações perigosas : mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio », *Contemporaneidade e Educação*, vol. 1, n° 2, p. 93-116.

Molinier, Pascale, Laugier, Sandra et Paperman, Patricia, 2009, *Qu'est-ce que le care ?*, Paris, Payot.

Molinier, Pascale, 2013, *Le travail du care*. Paris, La Dispute.

Molyneux, Martine, 2007, Change and Continuity in Social Protection in Latin America, Mothers at the Service of the State?, UNRISD.

Morice, Alain, 1999, « Quelques réflexions sur l'adhésion au système », *Travailler*, 3 : 31-54.

Oliveira, Francisco de, 1972, "A economia brasileira: crítica à razão dualista", *Estudos CEBRAP*, n° 2.

Orloff, Ann, 1993, « Gender and the social rights of citizenship: The comparative analysis of gender relations and welfare states », *American Sociological Review*, 58 (3), 303-328.

Orloff, Ann, 1996, « Gender in the welfare state », *Annual Review of Sociology*, 22 (1), 51-78.

Paperman, Patricia, et Laugier, Sandra, 2006, Dossier « *Le souci des autres, Éthique et politique du care*. », *Raisons pratiques*, Paris, Ed. de l'EHESS.

Parreñas, Rhacel Salazar, 2012, « O trabalho do care dos acompanhantes. Imigrantes filipinas em Tóquio », in : Hirata, Helena, Guimarães, Nadya Araújo (orgs.), *Cuidado e cuidadoras: as varias faces do trabalho do care*, São Paulo, Ed. Atlas, pp. 201-215.

- Poerksen, Uwe, 1995, *Plastic Words. The Tyranny of a modular Language* (traduit de l'allemand par Mason J., Cayley D., 1^{re} édition allemande 1988), University Park, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press.
- Rancière, Jacques, 1995, *La Méésentente. Politique et Philosophie*, Paris, Galilée.
- Rizek, Cibele Saliba, 2014, « A dualização das políticas sociais brasileiras e seus mecanismos de privatização cruzada », *Cadernos CRH*, à paraître.
- Rojas Lasch, Carolina, 2014, « Sexuación y subjectivación en las prácticas de asistencia en Chile », in: Garcia Dos Santos Y., Rosas R. E., « Assistência e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero », Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152 (abr/jun).
- Rojas Lasch, Carolina, 2015, *Reconfiguration de l'Etat social dans le Chili néolibéral. Ethnographie des politiques d'assistance*, Thèse de Doctorat en Anthropologie, sous la direction de Didier Fassin, Paris, Iris / EHESS.
- Rojas Lasch, Carolina, 2012, « 'Applaudissez-vous, vous êtes des privilégiés !'. Une analyse politique et morale d'un programme d'assistance au Chili », in Fassin, Didier, Eideliman, Jean-Sébastien (orgs.), *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, p. 175-192.
- Rose, Nicolas, Miller, Peter, 2008, *Governing the Present*, Cambridge, Polity Press.
- Sader, Eder, Quando novos personagens entraram em cena, Experiências e lutas dos trabalhadores da grande São Paulo, 1970-1980, São Paulo, Paz e Terra, 1988 (1^o Ed.).
- Saint Hilaire, Colette, 1996, « La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 20, n° 1, p. 81-102.
- Santos, Wanderley Guilherme dos Santos, 1979, *Cidadania e Justiça*. Rio de Janeiro, Campus, 1979.
- Santos, Yumi Garcia dos, 2014, « As mulheres como pilar da construção dos programas sociais », *Caderno CRH*, Salvador, v. 27, n. 72, p. 479-494, Set./Dez. 2014.
- Santos, Yumi Garcia dos et Rosas, Nina, 2014, « Les femmes dans les nouvelles politiques sociales et l'assistance néopentecôtiste. Nouvelles possibilités d'émancipation ou reproduction des inégalités ? », in : Georges I., Cabanes Robert (eds.), Dossier « Les Années Lula : politiques sociales ou néo-libéralisme ? », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, n° 6, pp. 75-97.
- Sen, Amartya K., 1985, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland.
- Sen, Amartya K., 1988, « Freedom of Choice : concept and content », *European Economic Review*, n° 32, pp. 269-294.
- Servet, Jean-Michel, 2015, « À la World Bank tout doit changer pour que... tout reste pareil : une relecture critique du Rapport 2015 de la Banque mondiale sur le développement », *STATECO*, n° 109, pp. 141-145.
- Simonet, Maud, 2010, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, Ed. La Dispute.
- Tabin, Jean-Pierre et Frauenfelder, Arnaud, 2008, Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIXe siècle, Carola Togni, Véréna Keller, 2008

Thévenot, Laurent, 1997, "Un gouvernement par les normes; pratiques et politiques des formats d'information", in Conein, Bernard et Thévenot, Laurent (dir.), *Cognition et information en société*, Paris, Ed. de l'EHESS, pp.205-241.

Thévenot, Laurent, 2009, "Governing Life by Standards. A View from Engagements", *Social Studies of Science* vol. 39, n°5, October, pp.793-813.

Thomas, Hélène, 2010, *Les vulnérables : la démocratie contre les pauvres*, Paris, Éditions du Croquant, 254 p.

Thompson, Paul, 1963, *The making of the English Working Class*, London, Penguin Books (réed. 1968).

Tizziani Ania, 2011, « Estrategias sindicales e iniciativas estatales en el sector del servicio doméstico en la ciudad de Buenos Aires: el impulso y sus límites, *Sociedade e Cultura*, vol.14 n°1, p. 87 - 98.

Tronto, Joan, 1993, *Moral boundaries : a political argument for an ethic of care*. New York, Routledge.

Wacquant, Loïc, 2004, *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*. Marseille, Agone.

Wacquant, Loïc, 2010, « La fabrique de l'État néolibéral », *Civilisations*, 59-1, 151-174.